

# L'INFORMATION EN PÉRIODES DE CONFLITS OU DE CRISES : DES MÉDIAS DE MASSE AUX MÉDIAS SOCIAUX NUMÉRIQUES

Jean-Jacques BOGUI et Christian AGBOBLI  
Université du Québec à Montréal

## INFORMATION IN TIMES OF CONFLICT OR CRISIS: FROM MASS MEDIA TO DIGITAL SOCIAL MEDIA

## LA INFORMACIÓN EN TIEMPOS DE CONFLICTO O CRISIS: DE LOS MEDIOS DE COMUNICACIÓN A LOS MEDIOS SOCIALES DIGITALES

### RÉSUMÉ

*Les médias de masse ont toujours joué un rôle important pendant les périodes de conflits ou de crises dans le monde, car le contrôle de l'information pendant ces périodes devient un enjeu crucial. Cependant, l'émergence des médias sociaux numériques a fait perdre aux médias de masse et aux journalistes leur pouvoir de contrôle de l'information transmise au public et des débats dans l'espace public. Cette contribution de nature théorique, s'intéresse aux mutations que l'on a pu observer dans la circulation de l'information en périodes de conflits ou de crises à l'heure des médias sociaux numériques et leur impact sur les acteurs (autorités politiques, militaires et populations).*

### ABSTRACT

*The mass media have always played an important role during periods of conflict or crisis in the world because the control of information during these periods becomes a crucial issue. However, the emergence of digital social media has caused mass media and journalists to lose control over the information they convey to the public and debates in public space. This theoretical contribution focuses on the changes observed in the circulation of information in times of conflict or crisis in the context of digital social media and their impact on the actors (political authorities, Military and people).*

### RESUMEN

*Los medios de comunicación han jugado siempre un papel importante en tiempos de conflicto o crisis en el mundo para el control de la información en estos tiempos es crucial. Sin embargo, la aparición de las redes sociales digitales para bajar de medios de comunicación y periodistas su poder de control de la información proporcionada al público y el debate en el espacio público. Esta contribución de carácter teórico, se centra en los cambios que podrían ser observadas en el flujo de la información en tiempos de conflicto o crisis en la era de los medios sociales digitales y su impacto en los actores (políticos, militar y personas).*

**MOTS-CLÉS : MÉDIAS, MASSE, NUMÉRIQUE, SOCIAL, CRISE, CONFLIT, INTERNET.**

**KEYWORDS: MEDIA, MASS, DIGITAL, SOCIAL, CRISIS, CONFLICT, INTERNET.**

**PALABRAS CLAVES : MEDIOS, MASA, DIGITAL, SOCIAL, CRISIS, CONFLICTOS, INTERNET.**

## INTRODUCTION

Le contrôle des médias de masse, donc de l'information, est un enjeu crucial pendant les périodes de conflits ou de crises depuis maintenant plusieurs siècles. Cependant, l'émergence des médias sociaux numériques a entraîné une reconfiguration de l'espace médiatique qui a pour corollaire des mutations dans la circulation de l'information. Cette réalité est particulièrement perceptible pendant les périodes de conflits ou de crises. Comme l'affirme Ramonet (2011, p. 15) avec l'émergence d'internet, « La confortable situation des médias et des journalistes, en position de monopole de l'information dans la société, prend fin. ». Le pouvoir des journalistes et des médias de masse d'imposer ou d'exercer un contrôle sur les débats dans l'espace public se trouve ainsi mis à mal à l'ère des technologies issues d'internet : « Ce temps où ils avaient seuls le droit de choisir et de publier une information est fini. La toile les dépouille de leur identité de "prêtres séculiers" »

On peut ainsi s'interroger sur l'influence de l'usage de plus en plus important des médias sociaux numériques sur la circulation de l'information en période de conflits ou de crises de nos jours. Comment l'usage d'internet et des outils de communication numériques transforme-t-il la vitesse de circulation de l'information pendant les périodes d'agitations sociales ? Comment cette nouvelle donne influence-t-elle les comportements des autorités politiques et du public pendant les périodes de troubles et d'agitations sociales ?

La présente étude, de nature théorique, s'intéresse à la circulation et au traitement de l'information en périodes de conflits ou de crises dans le monde à l'ère des médias sociaux numériques. Elle est inspirée d'une revue de littérature de recherches déjà menées sur le sujet. L'objectif de cet article est d'étudier les mutations que l'on a pu observer dans la circulation de l'information en périodes de conflits ou de crises à l'heure des médias sociaux numériques et leur impact sur les acteurs (autorités politiques, militaires et les populations). Nous avons fait le choix de textes d'auteurs en majorité francophones qui traitent autant des médias traditionnels que des médias sociaux numériques en périodes de conflits ou de crises. Notre démarche a consisté à utiliser des ressources documentaires, dont quelques données textuelles de seconde main, sous la forme de corpus de textes en ligne.

Cet article se structure en trois parties : la première partie est consacrée à l'usage des médias de masse en périodes de conflits ou de crises, la seconde partie s'intéresse aux mutations que l'on observe dans la circulation de l'information à l'heure du numérique pendant les périodes d'instabilités sociales et enfin la troisième partie mettra un accent particulier sur les enjeux du cyberactivisme.

## LE CONTRÔLE ET LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION DIFFUSÉE PAR LES MÉDIAS DE MASSE<sup>1</sup> EN PÉRIODES DE CONFLITS OU DE CRISES

### Crise et conflit : Essai de définition

Selon Barus-Michel et Dorna (2009) : « Les crises sont des moments de bouleversement affectant des systèmes jusque-là cohérents. Ces moments sont diagnostiqués aujourd'hui à tous les niveaux de la vie moderne autant individuelle que sociétale. » Pour ces auteurs, les crises « apparaissent génératrices de désordre, de dégradation des rapports sociaux (baisse de la solidarité, faiblesse du lien, incivilité) et des relations interindividuelles (instabilité, agressivité). » C'est ainsi que « la

1-Par « médias de masse », nous estimons à l'instar de Bertrand et Derieux qu'il s'agit d'outils techniques servant à la transmission des messages entre des communicateurs professionnels et une large audience. Les médias de masse étaient essentiellement constitués par les livres, les magazines, les journaux, les affiches, le cinéma, la radio et la télévision sous les formes hertziennes, câblée, satellitaire. Aujourd'hui, leur prolongement se déploie avec internet.

société est tentée d'en attribuer les causes à une permissivité et un laxisme antérieurs et de réagir par un renforcement des contrôles et des sanctions, prenant le risque d'accentuer les clivages au sein de la population et par rapport à l'étranger. »

Selon Barus-Michel (2009), « la crise peut être issue d'un conflit non résolu, non dialectisé, sans médiation qui s'envenime jusqu'à ce qu'un élément nouveau le porte au paroxysme et la rupture. » Pour Boumard (2007), « Le conflit est d'abord vécu comme une forme de la situation de groupe. Une forme en quelque sorte pervertie. Il est le plus souvent ressenti comme anormal, comme un dysfonctionnement social qui serait devenu ordinaire (...) Le conflit serait donc une forme spécifique d'interaction sociale en perpétuel déséquilibre, et révélateur d'une inquiétante instabilité sociale ». Néanmoins Simmel (2003) considère que les conflits ont également un apport positif dans la vie sociale, car ils participent à la production des rapports sociaux et à leur redéfinition cyclique. Le conflit en tant que voie de résolution des tensions entre protagonistes dans la société peut également être perçu comme un facteur constructeur d'unité et non seulement comme un élément destructeur de la vie sociale.

*« Si toute interaction entre les hommes est une socialisation, alors le conflit (...) doit absolument être considéré comme une socialisation. Dans les faits, ce sont les causes du conflit : la haine et l'envie, la misère et la convoitise, qui sont véritablement l'élément de dissociation. Une fois que le conflit a éclaté pour l'une de ces raisons, il est en fait un mouvement de protection contre le dualisme qui sépare, et une voie qui mènera à une sorte d'unité, quelle qu'elle soit, même si elle passe par la destruction de l'une des parties. » (Simmel, 2003, p. 19)*

Pour Barus-Michel (2009) : « le conflit suppose le tiers, la symbolisation tandis que la crise n'est pas symbolisable, pour les parties sinon pour un observateur extérieur qui use de son langage propre ». En période de crise nous dit-elle « chacun a son discours et ne peut entendre ni comprendre l'autre, les monologues sont autocentrés, les langues incompatibles ».

Dans ce texte la notion de conflit fait référence aux conflits dits « sociaux » c'est-à-dire les conflits opposant plusieurs groupes sociaux antagonistes à l'intérieur des États ou au niveau international et qui peuvent être à l'origine de crises (sociale, politique ou militaire) c'est-à-dire de dysfonctionnements ou de bouleversement d'un système social. Il s'intéresse plus précisément au rôle de l'information diffusée par les médias pendant ces périodes de conflits ou de crises.

## Les médias de masse et la diffusion de l'information lors des conflits internationaux

Selon Rieffel (2005, p. 107), « Les conflits armés constituent sans nul doute un terrain d'étude particulièrement propice pour évaluer le rôle des médias dans nos sociétés ». En effet, il relève que depuis le 17<sup>e</sup> siècle un accroissement important du tirage des journaux peut être observé pendant ces périodes. À ce sujet, l'exemple de la *Gazette* de Théophraste Renaudot fondée en 1631 est assez édifiant. Ce journal a vu ses abonnements passer à plus de 12 000 exemplaires lors de la guerre de Sept Ans (1756-1763) pour retomber ensuite à 7000. Selon lui, cette tendance s'est confirmée lors de la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique, les expéditions coloniales et les deux dernières Guerres mondiales. Ce constat est consolidé par le succès qu'ont connu les magazines illustrés qui ont publié des photos des combats lors des deux dernières grandes guerres. Pour Rieffel (2005, p. 108) :

*« La guerre est par conséquent un fait médiatique de première ampleur : les images et les récits des conflits internationaux ou étrangers modifient la nature de l'information diffusée et conduisent les autorités politiques et militaires à vouloir systématiquement maîtriser le contenu de la presse, de la radio et de la télévision ».*

Le contrôle des sources, la censure des contenus, les pressions sur les journalistes de guerre pour orienter leurs commentaires ont été des pratiques courantes en France durant les deux conflits mondiaux, les guerres d'Indochine et d'Algérie (Rieffel, 2005).

Robinet (2013), dans une étude sur la diffusion de l'information par les médias français sur des conflits qui ont eu lieu en Afrique francophone (zone d'influence de la France) entre 1994 et 2008, s'intéresse à la relation qui s'établit entre les journalistes, les responsables politiques et militaires français en Afrique pendant les périodes de conflits. Son étude s'appuie sur une analyse des productions d'un corpus d'une dizaine de rédactions françaises pendant cinq phases d'intensification de la couverture médiatique au Rwanda (1994), au Congo (1996/1997), en Côte d'Ivoire (2002/2003 et novembre 2004), au Tchad (2008) et une douzaine d'entretiens avec des journalistes, rédacteurs en chef, des grands reporters et des photographes de guerre. Robinet met en lumière ce qu'il qualifie « d'information en coproduction » entre ces trois entités.

L'étude de Robinet permet de montrer :

*« ... qu'en temps de crise, l'intensification de la couverture médiatique va souvent de pair avec la dramatisation et la valorisation du rôle de la France dans un contexte de production de l'information marqué par une forte porosité des discours médiatiques aux discours produits par les responsables politiques et militaires français. » (Robinet, 2013, p. 96)*

De nombreux chercheurs se sont d'ailleurs intéressés aux entreprises de manipulation de l'opinion orchestrée par des gouvernements de pays dits démocratiques pendant ces périodes de conflits avec la complicité des médias<sup>2</sup> (Chomsky et McChesney, 2004 ; Rieffel, 2005 ; Halimi et Vidal, 2006, Chomsky et Herman, 2009, etc.). Chomsky et McChesney (2004, p. 35) dénoncent la propagande américaine et les manipulations médiatiques qui ont pour but de « forcer la population à prendre parti en faveur d'interventions militaires à l'étranger ». Ils s'intéressent entre autres au rôle joué par les médias avant les interventions militaires américaines au Vietnam et en Irak tandis qu'Halimi et Vidal (2006, p. 7) déplorent l'incohérence des grands médias qui « n'ont cessé de justifier les interventions occidentales, puis de disserter sur les erreurs commises dans la couverture avant de recommencer de plus belle tout en se targuant d'éviter désormais toute "bavure" ».

La propriété des médias et l'emprise des pouvoirs politiques sur les médias (Gingras, 2009) sont deux des principales raisons identifiées par Halimi et Vidal (2006) pour expliquer pourquoi « les médias ont broyé l'information du public » dans le traitement de différents conflits dans le monde au cours des dernières décennies. La concordance des prises de position de la majorité des médias français avec celles de leur gouvernement lors des conflits dans le Golfe en 1991, en Serbie en 1999, en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003 est une parfaite illustration de cette situation. Selon ces auteurs, on peut constater que la seule fois où le gouvernement français s'est retrouvé en opposition avec celui des États-Unis d'Amérique (lors de la seconde guerre du Golfe en 2003), les médias français ont également à l'instar de leur gouvernement pour la plupart d'entre eux dénoncé une guerre injustifiée.

Cette situation ne serait plus seulement l'apanage des grands médias occidentaux (BBC, CNN, etc.) si l'on se fie à la critique émise par Naoufel Brahimi (2012) à l'encontre de la très populaire chaîne internationale qatarie *Al Jazeera* pour son action pendant ce qu'il a été convenu d'appeler

2- Par médias, nous entendons les supports de communication qui servent à diffuser une nouvelle : la radio, la télévision et la presse écrite. Nous limitons la portée de notre analyse à la diffusion d'informations portant sur les conflits situés à l'intérieur d'un pays ou impliquant plusieurs pays.

le « printemps arabe ». Cet auteur s'intéresse au rôle que joue *Al Jazeera* dans la diplomatie du Qatar qu'il présente comme le bras séculier des intérêts des États-Unis dans le monde arabe. Ce média serait un puissant instrument de propagande au service de l'émir du Qatar qui l'utiliserait pour servir les intérêts américains et occuper une position diplomatique avantageuse au plan international. Selon cet auteur *Al Jazeera* utiliserait les images que lui envoient les citoyens des pays en conflit dans le monde arabe pour réaliser sa manipulation de l'opinion publique arabe et internationale.

Plusieurs auteurs (Chomsky et McChesney, 2004, Halimi et Vidal, 2006, Chomsky et Herman, 2009, etc.) dénoncent la sensibilité sélective dont feraient preuve les médias pendant les périodes de conflits qui coïncide le plus souvent avec celle des dirigeants des pays dont ils sont issus. Les dénonciations des crimes dits contre l'humanité sont souvent faites de façon partielle avec plus ou moins de véhémence selon les rapports qu'entretient le régime en place ou certains belligérants avec les grandes puissances. Parmi les exemples les plus récents, on pourrait citer la couverture médiatique des crises au Kosovo, en Libye, ou encore en Côte d'Ivoire. Pour des exemples plus anciens, les conflits au Cambodge et au Timor oriental sont assez édifiants<sup>3</sup> (Cf. Chomsky et Herman, 2009).

Cependant, comme le souligne Rieffel (2005, p. 132), l'influence et les effets des médias sont variables et difficilement évaluables d'où la nécessité de « revenir à des études ponctuelles et éviter des généralisations hâtives. »

## Les médias de masse et l'information en période de conflit ou de crise dans les pays en processus de démocratisation

Si dans les pays dits démocratiques l'influence des forces politiques et économiques sur les médias peut paraître plus subtile, dans certains pays dont les régimes sont perçus comme autoritaires ou insuffisamment démocratiques, l'immixtion des pouvoirs publics dans le travail des journalistes et le contrôle de l'information diffusée par les médias de masse (plus particulièrement ceux appartenant à l'État) est généralement plus flagrante. C'est ainsi que Fouda (2009) critique l'embrigadement des médias d'État qui jouent un rôle de relais pour les gouvernements et partis au pouvoir au détriment de l'opposition totalement absente des contenus. Plusieurs exemples concernant la situation des médias d'État en Côte d'Ivoire et au Cameroun sont avancés par l'auteur :

*« Dans une étude réalisée en 1999 et publiée en 2004, il ressort que dans le journal télévisé de la Radio Télévision Ivoirienne, 77% des nouvelles sont consacrées aux activités du parti au pouvoir et aux activités gouvernementales. Le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune étudié sur une année consacre 11 pages sur 32 aux activités du RDPC, parti du Président de la République ou des partis dits de la majorité présidentielle (Fouda 2009, p. 203) ».*

Le contrôle exercé par les forces politiques sur les médias dans ces pays a ainsi une grande influence sur la circulation de l'information dans ces pays pendant les périodes de conflits ou de crises. Ainsi, lors de deux des événements les plus tragiques qu'a connus la Côte d'Ivoire au cours des dernières années à savoir la bousculade pendant les festivités du premier janvier 2013<sup>4</sup> qui a fait des dizaines de morts et l'attentat terroriste perpétré par les djihadistes de l'AQMI le 13 mars 2016 à Grand-Bassam avec un bilan de 18 décès, ce sont d'abord les réseaux sociaux qui ont permis au public

3- Chomsky s'est intéressé à la couverture médiatique des conflits au Cambodge et au Timor oriental par les médias américains. Selon lui ces médias ont accordé un grand intérêt à la couverture des crimes commis par les Khmers rouges d'obédiences communistes au Cambodge, mais a contrario les crimes commis par l'Indonésie, allié du gouvernement américain au Timor oriental ont occupé très peu de place dans ces médias

4- Au cours des festivités du nouvel an 2013, une bousculade dans le public a fait plusieurs dizaines de morts



ivoirien d'avoir accès à l'information et aux images qui ont été diffusées par la suite par les médias internationaux. Les médias d'État n'ont traité de ces sujets que plusieurs heures plus tard après le communiqué officiel du gouvernement. De nombreux citoyens ont même eu à dénoncer le fait que la chaîne de télévision publique *RTVI* présentait un match du championnat national de football au moment où les informations sur l'attentat terroriste faisaient le tour du monde par le canal des réseaux sociaux et des chaînes de télévision satellitaire.

Dans la même optique, Khamis (2013, p. 59) affirme qu'avant l'arrivée des chaînes de télévision satellitaires et d'internet en 1990, la plupart des médias du monde arabe appartenaient aux gouvernements et fonctionnaient sous leur stricte surveillance. À l'époque, les gouvernements contrôlaient largement les médias afin de maintenir la population le moins informée possible, de façon à ce qu'elles ne soient pas en mesure de participer aux controverses politiques et aux débats nationaux. Néanmoins, selon Khamis (2013), l'apparition des chaînes de télévision satellitaires et d'internet changera profondément la donne avec « un panorama pluriel et divers, où des voix représentant différentes positions et orientations politiques peuvent se faire entendre simultanément, donner leur avis dans les débats politiques en cours et contribuer à la formation d'un large éventail d'opinions publiques (Khamis. 2013, p. 60) ».

Cependant, quel que soit le pays dans lequel les médias exercent, ils en reflètent le contexte sociopolitique. Pour toutes ces raisons, l'émergence des médias sociaux numériques est perçue comme une opportunité pour réduire le pouvoir de contrôle et de manipulation des médias de masse en période de conflit ou de crise.

## MÉDIAS NUMÉRIQUES ET LA CIRCULATION DE L'INFORMATION EN PÉRIODES DE CONFLITS OU DE CRISES

### Médias numériques dits « sociaux » : Essai de définition

En 1978, dans un rapport sur l'informatisation de la société réalisé en France, Nora et Minc (1978, p. 178) affirmaient « Aujourd'hui l'information descendante est mal acceptée parce qu'elle est ressentie comme le prolongement d'un pouvoir, comme une manipulation... ». Il apparaissait donc nécessaire selon les auteurs de ce rapport que les destinataires de l'information soient de plus en plus « associés à son élaboration, que les récepteurs soient émetteurs et que les émissions tiennent compte des conditions de réception ». Ce rapport mettait ainsi en évidence la nécessité qu'il soit offert aux citoyens constitués en collectivité ou association publique ou privée la possibilité de fabriquer, traiter et communiquer leurs propres informations. Selon Cardon et Granjon (2013, p. 84) ce rapport et les prises de position<sup>5</sup> qu'il engendra « seront au cœur de l'entrée du médiactivisme<sup>6</sup> dans l'âge d'internet, porté par l'espoir d'élargir le cercle des producteurs d'information, tout en transformant le rapport passif à l'information en une production interactive ». L'alternative médiatique va ainsi connaître une importante transformation avec l'émergence d'internet et des médias sociaux numériques.

Il est difficile de trouver une définition faisant l'unanimité sur les médias sociaux numériques et selon Dupin (2011, p. 76-77) il existe une véritable effervescence lexicale pour désigner ces technologies qui permettent « de placer l'internaute (ou l'utilisateur) au centre des processus de

5-Selon Mattelart (1999, p. 20) le président François Mitterrand prenant le contre-pied de la vision de son prédécesseur Valéry Giscard d'Estaing inspirée par ce rapport, affirma : « Le problème n'est pas d'informatiser la société, mais de démocratiser l'informatique »

6- Cardon et Granjon (2013, p. 8) désignent par « le syntagme "mobilisation informationnelle" ou le néologisme « médiactivisme » les mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information.

création et de partage d'une information à travers un lien social établi ». Les termes médias numériques ou médias sociaux sont le plus souvent utilisés pour désigner ces nouveaux dispositifs médiatiques. Selon Proulx, Milette et Heaton (2011, p. 4) :

*« L'expression "médias sociaux" regroupe sous la même enseigne une grande variété de dispositifs, tels que les blogues (indépendants, blogger, thumblr), les wikis (Wikipédia, Wikitravel), les sites de réseaux sociaux numériques (Facebook, LinkedIn), les microblogues (Twitter, Jaiku), le bookmarking collectif (del.icio.us, Diigo) le partage de contenu médiatique comme la musique (Blip.fm, Las.fm), les photos (Flickr, Instagram), les vidéos (YouTube, Vimeo). »*

Selon ces auteurs, il s'agit de « supports médiatiques logiciels qui permettent aux usagers de maintenir une présence, de communiquer et d'interagir en ligne ». Ce sont des dispositifs dont l'existence est conditionnée par la présence de flux informationnels et communicationnels générés par les usagers. Ces derniers « y réalisent des expériences parfois significatives, émancipatoires ou aliénantes, selon leur niveau d'appropriation des dispositifs. » (Proulx, Milette et Heaton, 2011, p. 4).

## Influence des médias sociaux numériques sur la circulation de l'information en périodes de conflits ou de crises

C'est ainsi que l'avènement des médias numériques dit « sociaux » a favorisé une augmentation des opportunités offertes aux citoyens d'avoir accès à l'information, d'exprimer leurs opinions, voire même de faire concurrence aux professionnels de l'information (Bougnoux, 2007 ; Ramonet, 2011) pendant les périodes de conflits ou de crises. Les médias sociaux numériques sont perçus comme de remarquables moyens de mobilisation et d'action, mais également un important contrepois aux médias de masse traditionnels (Bougnoux, 2007) dans la diffusion d'information. Pendant les périodes de conflits, l'usage des médias sociaux devient incontournable aussi bien de la part des belligérants (on peut citer en exemple l'utilisation par l'État-major israélien en 2012 des réseaux sociaux tels que *Twitter*, *Facebook* ou encore *Tumblr* pour communiquer, en temps réel, des informations sur une offensive contre le Hamas à Gaza) que des populations (cela a été le cas des cyberactivistes pendant la révolution tunisienne).

Le pouvoir de contrôle de la circulation et de la diffusion de l'information des pouvoirs publics se trouve considérablement réduit aussi bien dans les pays dits démocratiques que dans les pays en « voie de démocratisation ». Comme le fait si bien remarquer Rieffel (2005, p. 140) « la diffusion en avril-mai 2004 des photos de torture à la prison d'Abou Graib à Bagdad en apporte la preuve... » En effet, malgré les mesures de contrôle de l'information mises en place par le Pentagone, Rieffel constate que « cet événement a complètement échappé au pouvoir américain en raison de l'existence de photos numériques et de l'utilisation du courrier électronique ». Ces images dont on peut supposer qu'elles ont été prises par des soldats ont permis d'attirer l'opinion publique internationale sur les agissements répréhensibles de l'armée américaine en Irak et ont fortement déstabilisé le gouvernement de ce pays.

En Côte d'Ivoire, l'interpellation de deux blogueurs par la Direction de la surveillance du territoire (DST) dans le cadre de la diffusion des informations sur le drame des festivités du Nouvel An 2013 montre le niveau de fébrilité de certains gouvernements devant la nouvelle donne que constituent les médias sociaux numériques pendant les périodes de conflits ou de crises. En effet, les blogueurs et autres usagers des médias sociaux ont été les premiers à diffuser des images et des

informations sur cet événement où le professionnalisme de la police nationale était remis en cause. Les médias d'État, censés être de service public n'ont diffusé de l'information sur cet événement qu'à la suite du premier communiqué du gouvernement et se sont contentés de jouer le rôle de relais du discours gouvernemental.

En Chine, un pays généralement réputé pour un grand contrôle gouvernemental de l'information, Aili Feng (2012, p. 75) affirme que « l'expression de l'opinion publique sur internet est devenue incontournable. Elle fait partie intégrante de l'expression globale de l'opinion publique dans la société. » C'est ainsi qu'une collision meurtrière entre deux trains dans la province de *Zhe Jiang* le 23 juillet 2011 « a contribué à accélérer les relations de contradiction entre les médias, les internautes et le gouvernement. » En effet, selon Aili Feng (2012, p. 75) face à la pression concurrentielle exercée par l'opinion publique sur la toile, les grands médias chinois « n'ont pas adopté l'attitude habituelle consistant à suivre la propagande officielle, ils se sont tout de suite positionnés de manière objective pour réaliser leur reportage. » C'est ainsi que selon lui pour la première fois un article critique directement adressé à l'État fut publié par le journal *Nan Fan* de la province de Guang Dong.

Comme on peut l'observer, l'émergence d'internet et des médias sociaux a entraîné des mutations dans la circulation et la diffusion de l'information en périodes de conflits ou de crises, notamment dans les relations avec l'État. La coopération entre la chaîne de télévision internationale qatarie Al Jazeera et les cyberactivistes tunisiens pendant les émeutes qui ont conduit à la chute du président Ben Ali peut également être perçue comme une parfaite illustration du changement en cours.

## CYBERACTIVISME ET INFORMATION ALTERNATIVE EN PÉRIODE D'AGITATION SOCIALE

### Cyberactivisme et mouvements sociaux

Selon Howard (2011, p. 145 cité par Khamis, 2013, p. 60), le cyberactivisme se définit comme l'action de faire usage du réseau internet en vue de faire progresser une cause politique. « Le but de ce type de militantisme est souvent de créer des objets forts d'un point de vue intellectuel et émotionnel pour raconter des histoires d'injustice, pour interpréter l'histoire et pour prôner certaines solutions politiques ».

Une distinction est néanmoins à faire entre le cyberactivisme et la mobilisation dans le sens où cette dernière concerne à la fois la planification, l'exécution et la facilitation d'actions. Les deux sont néanmoins étroitement liés puisque le cyberactivisme peut aider à encourager et à promouvoir l'engagement civique, lequel donne à son tour naissance à différentes formes de mobilisation (Khamis, 2013, p. 60)

La volonté des peuples de vivre dans des États plus démocratiques a été souvent mise en avant pour justifier les mouvements sociaux qu'ont connus certains pays notamment pendant le printemps Arabe. Ces événements ont été perçus par certains analystes comme des mouvements de conquête de la démocratie auxquels les médias numériques ont grandement contribué. Selon Kiyindou (2012, p. 86) : « la cyberdémocratie est l'aboutissement évolutif et organique de l'intelligence collective vers un idéal démocratique planétaire implanté par les technologies de l'information et de la communication ». Les médias sociaux qui facilitent l'expression du citoyen visent à éveiller des consciences militantes. Même s'il demeure une gageure que de penser qu'ils peuvent modifier



les comportements des États ou des individus, ces outils ont joué un rôle déterminant dans les mouvements sociaux récents qui ont secoué la planète.

La contribution des nouveaux dispositifs médiatiques et plus particulièrement du Web participatif à la conquête de la liberté d'expression dans certains pays où l'espace médiatique est sous la tutelle de l'État n'est plus à démontrer<sup>7</sup>. La capacité de ces nouveaux médias à participer à la mobilisation citoyenne et à contourner la censure a été analysée par plusieurs chercheurs à la suite du « printemps arabe » (Ferjani et Mattelart, 2011 ; Mihoud, 2011 ; Khamis, 2013, etc.).

## Les limites du cyberactivisme

Certains de ces auteurs insistent tout de même sur la nécessité de « veiller à ne pas donner plus d'importance aux outils qu'aux acteurs de terrain ou qu'aux militants agissant dans le monde réel » (Khamis, 2013, p. 59).

Cependant, il est de plus en plus possible d'observer qu'à la mobilisation citoyenne peut aussi succéder la manipulation citoyenne. Les médias sociaux numériques ne sont pas à l'abri de la désinformation et sont en passe de devenir au même titre que les médias traditionnels ou avec leur complicité de redoutables outils de propagande. On retrouve sur le Web de nombreux exemples d'images ou de vidéos falsifiées ou sorties de leur contexte pendant les périodes de conflits. Certaines d'entre elles sont reprises par des médias traditionnels sans que toutes les vérifications ne soient faites. De sévères critiques ont été portées à l'encontre de la chaîne de télévision satellitaire *Al Jazeera* pour son usage de certaines vidéos amateurs pendant la révolution tunisienne (Naoufel Brahimi, 2012). On a pu constater que quelques informations qui circulaient sur les médias sociaux au sujet de Mohammed Bouazizi<sup>8</sup> qui est généralement présenté comme le symbole de « la révolution des jasmins » en Tunisie étaient fausses<sup>9</sup>. On pourrait également citer l'exemple de ce blogue appelé « A Gay Girl in Damascus » dont le contenu (informations et témoignage) a été relayé dans la presse mondiale pensant avoir affaire à une jeune syrienne homosexuelle et opposante au régime de Damas. En réalité, il s'agissait d'un canular dont l'auteur était un étudiant américain<sup>10</sup>.

Les objectifs recherchés par la falsification de l'information au sein des médias numériques sont généralement les mêmes qu'au sein des grands médias de masse en pareille circonstance : diaboliser l'adversaire ; attirer la sympathie de l'opinion publique internationale en « pinçant la corde sensible », fabriquer le consentement de l'opinion publique, justifier l'intervention étrangère.

Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'influence qu'exercent certains géants de la *Silicon Valley* sur les activités des cyberactivistes dans les pays du tiers-monde. L'ouverture de bureaux au Caire (Égypte) et à Nairobi (Kenya), de même que l'embauche de blogueurs parmi les plus réputés du continent africain tels que la Kenyane Ory Okolloh que certains surnomment la « gourou du *crowdsourcing* » ou du cyberactiviste égyptien Wael Ghonim par la multinationale américaine *Google*<sup>11</sup> respectivement à la tête de la politique de *Google* en Afrique et responsable du marketing en Afrique du Nord suscitent des interrogations sur l'indépendance de certains cyberactivistes. On constate que peu à peu le cyberactiviste isolé, qui mène un combat dans l'anonymat et en toute indépendance pourrait tendre à disparaître. L'émission « les observateurs<sup>12</sup> » de *France 24* peut être considérée comme un bon exemple de cette nouvelle approche qui voit les internautes du

7- Le but ici n'est pas de présenter un quelconque déterminisme technique qui soutient que les révolutions arabes ont été rendues possibles par les technologies médiatiques. Il s'agit plutôt de mettre en avant les contributions de ces technologies à l'intérieur de plusieurs faisceaux d'acteurs.

8- Son immolation par le feu devant le siège du gouverneur est considérée comme l'élément déclencheur de la révolution

9- L'enquête effectuée par la police après la chute du président Ben Ali révèle que contrairement aux informations diffusées dans les réseaux sociaux Mohammed Bouazizi n'avait jamais reçu de gifle de la part de la policière qu'il avait par ailleurs insultée. (Cf. *Journal Libération* du 11 juin 2011)

10- <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/syria/8572884/A-Gay-Girl-in-Damascus-how-the-hoax-unfolded.html>

11- <http://www.slateafrique.com/451/google-afrique-internet-diplomatie-technologie>

12- Émission entièrement réalisée à partir de contenus amateurs venant des quatre coins du monde (photos, vidéos, témoignages, etc.).

monde entier collaborer finalement avec un grand média traditionnel (Assogba, 2016).

## CONCLUSION

Au terme de cet article, nous pouvons relever que le contrôle de l'information demeure encore de nos jours un enjeu majeur en période de conflits ou de crises. Les médias de masse qui ont été pendant longtemps en situation de monopole de l'information dans la société jouent un rôle majeur pendant ces périodes troubles et leur contrôle devient un enjeu important pour les pouvoirs politique et économique. L'essor des médias numériques ou médias sociaux a contribué à réduire le pouvoir des médias de masse sur le contrôle et la circulation de l'information et dans le même temps celui des pouvoirs publics qui exercent une emprise sur eux. En facilitant l'expression des citoyens, les médias sociaux participent à l'éveil des consciences militantes. Toutefois, ces nouveaux médias ne sont pas à l'abri de la désinformation et peuvent au même titre que les médias de masse devenir de redoutables moyens de propagande. On peut également s'interroger sur les enjeux de l'évolution du cyberactivisme au regard de la collaboration qui se développe de plus en plus entre les grands médias corporatistes et les internautes. L'émission les observateurs de la chaîne de télévision française *France 24* en est une parfaite illustration.

## Bibliographie

Christophe Ayad, « La révolution de la gifle » in *Libération.fr* du 11 juin 2011. URL: [http://www.liberation.fr/monde/2011/06/11/la-revolution-de-la-gifle\\_741980](http://www.liberation.fr/monde/2011/06/11/la-revolution-de-la-gifle_741980), consulté le 27 juillet 2014.

Jacqueline Barus-Michel, 2009, « Crise(s) », *Les cahiers psychologie politique*, numéro 14,. URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=299>, consulté le 15 mai 2017.

Jacqueline Barus-Michel et Alexandre Dorna, 2009, « Introduction au dossier crises », *Les cahiers psychologie politique*, n° 14, <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=485>, consulté le 15 mai 2017.

Daniel Bougnoux, 2007, « Médias et démocratie. La fonction des médias dans la démocratie », *Cahiers français* n° 338, paris, La documentation française. URL : [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/libris/3303330403389/3303330403389\\_EX.pdf](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/libris/3303330403389/3303330403389_EX.pdf), consulté le 27 juillet 2014.

Pactrick Boumard, 2007, « De conflictu, quod non existat », *Le Télémaque*, n° 31, Presses de l'Université de Caen, Caen, pp. 25-34.

Naoufel Brahim El mili, *Le printemps Arabe. Une manipulation?*, éditions max Milo, Paris, 2012.

Henri Brun, « Le droit du public à l'information politique : un droit constitutionnel aux ancrages multiples », dans service de la formation permanente du Barreau du Québec, *Développements récents en droit d'accès à l'information*, vol. 233, 2005, pp. 89-113.

Dominique Cardon, Fabien Granjon, *Médiactivistes*, Presse de la fondation nationale de science politique, Paris, 2013.

Noam Chomsky Edward Herman, *La fabrication du consentement. De la propagande politique en démocratie*, éditions Agone, Paris, 2009.

Noam Chomsky, Robert W Mcchesney, *Propagande, médias et démocratie*, éditions Écosociété, Montréal, 2000.

Antoine Dupin, *Communiquer sur les réseaux sociaux. Les méthodes et les outils indispensables pour vos stratégies de communication sur les médias sociaux*, éditions FYP, Paris, 2010.

Aili Feng, « le rôle d'internet dans l'émergence d'une opinion publique en Chine », in Mercier A. (dir.), *Médias et opinion publique*, CNRS Éditions, Paris, 2012. pp. 63-80.

Riadh Ferjani, Tristan Mattelart, « Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu », *Médias* n° 30, 2011, <http://www.revue-medias.com/monde-arabe-les-revolutions-2-0-n,772.html>, consulté le 27 juillet 2014.

Vincent Sosthène Fouda, « Les médias face à l'ouverture démocratique en Afrique noire : doutes et certitudes », *Les Cahiers du journalisme* n° 19, 2009, [http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/19/16\\_FOUDA.pdf](http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/19/16_FOUDA.pdf), consulté le 27 juillet 2014.

Anne Marie Gingras, *Médias et démocratie: Le grand malentendu*, 3e édition revue et augmentée, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2011.

Serge Halimi et Dominique Vidal, « L'opinion ça se travaille... » *Les médias & les guerres justes : Kosovo, Afghanistan, Irak*, éditions Agone, Paris, 2006.

Sahar Khamis, « Le rôle des médias dans les transitions arabes : comment le « cyber-activisme » est en train de bouleverser les panoramas politique et communicationnel », *Les médias et les transitions arabe, Annuaire IEMed. de la Méditerranée*, 2013, [http://www.iemed.org/observatori-fr/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/iemed2013/Khamis role des media ArabES FR.pdf](http://www.iemed.org/observatori-fr/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/iemed2013/Khamis%20role%20des%20media%20ArabES%20FR.pdf), consulté le 27 juillet 2014.

Alain Kiyindou, « Technologies de l'information et de la communication et démocratie en Afrique » in *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud. Des médias classiques aux TIC* (Actes du colloque interdisciplinaire d'Agadir, Maroc, sous la direction de Amsidder A, Daghami F, Toumi F, 2012, pp. 85-91.

Samia Mihoub, « Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne » *Archivio Antropologico Mediterraneo* 2, 13, 2011, pp. 17-31, [http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/docs/00/67/84/40/PDF/cyberactivisme.SMihoub.publiA\\_.pdf](http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/docs/00/67/84/40/PDF/cyberactivisme.SMihoub.publiA_.pdf), consulté le 27 juillet 2014.

ONU, *Déclaration universelle des droits de l'homme*, Paris, 1948.

Simon Nora, Alain Minc, *L'informatisation de la société*, la Documentation Française/Seuil Paris, 1978.

Serge Proulx, Mélanie Millette, Lorna Heaton, *Médias sociaux. Enjeux pour la communication*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2012.

Marc Raboy *Les médias québécois, Presse, radio, télévision, inforoute*, éd. Gaëtan Morin, Boucherville, 2000.

Ignacio Ramonet, *L'Explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse de médias*, Éditions Galilée, Paris, 2011.

Rémi Rieffel, *Que sont les médias ?*, éd. Gallimard, folio actuel, Paris, 2005.

François Robinet, « Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ? », *Relations internationales* 2013/1 (n° 153), pp. 95-106.

Georges Simmel, *Le conflit*, éditions Circé, Paris, 2003.

Joan Tilouine, Olivier De Gandt, « Google investit l'Afrique » in *Slate Afrique* du 18 février 2011. URL : <http://www.slateafrique.com/451/google-afrique-internet-diplomatie-technologie>.